



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 2387

Texte de la question

CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Dominique Le Mèner, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Dominique Le Mèner. Monsieur le président, mes chers collègues, monsieur le Premier ministre, c'est devenu un triste rendez-vous : chaque mois, depuis deux ans et demi, vous nous présentez les chiffres du chômage, et chaque mois, ils sont catastrophiques. Chaque mois, on se demande un peu plus comment on a pu mentir à ce point aux Français, d'abord en leur promettant l'inversion de la courbe du chômage – c'était l'année dernière –, puis en affirmant qu'il y avait un frémissement – c'était il y a quelques semaines.

Avec 28 400 chômeurs de plus par rapport à la fin du mois de septembre, la France a une nouvelle fois battu son triste record du chômage. Fin octobre, près de 3,5 millions de nos compatriotes sont privés d'emploi.

Hélas, il y a pire encore ! Pour le mois d'octobre, pas moins de neuf indicateurs ont atteint leur plus haut niveau historique : record du nombre d'inscrits à Pôle emploi, quelle que soit la catégorie, record du nombre de chômeurs de plus de 50 ans, record du nombre de demandeurs d'emploi de 25 à 49 ans, record également pour l'ancienneté moyenne au chômage, qui atteint 536 jours fin octobre, soit une hausse de 31 jours en un an !

Monsieur le Premier ministre, le communiqué de votre ministre du Travail semble complètement déconnecté de la réalité.

M. Christian Jacob. C'est le ministre lui-même qui est déconnecté !

M. Dominique Le Mèner. Il se félicite à demi-mot du volume élevé de contrats aidés disponibles pour faire face au chômage. La réalité, monsieur le Premier ministre, c'est que vous avez complètement échoué dans la lutte contre le chômage.

M. Jean-Pierre Gorges. Rebsamen l'a dit !

M. Dominique Le Mèner. La réalité, c'est que votre Gouvernement n'a rien d'autre à proposer que des contrats aidés. Ce manque d'imagination et de perspectives est très inquiétant. Vous attendez que la croissance reparte, mais vous ne vous étonnez pas que nous soyons un des rares pays dont l'activité économique ne redémarre pas.

M. Macron reconnaît l'échec du pacte de responsabilité, et rejette la faute sur les entreprises. Mais c'est vous qui gouvernez ! Si le pacte de responsabilité est inefficace, c'est votre échec qu'il faut condamner !

(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.)

M. Marc Le Fur. Exactement !

M. Dominique Le Mèner. Monsieur le Premier ministre, comptez-vous annoncer de nouveaux contrats aidés, en continuant de dire que tout n'est pas de votre faute, ou comptez-vous changer de politique ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe UDI.)

M. le président. La parole est à M. le ministre François Rebsamen.

Plusieurs députés du groupe UMP . ministre du chômage !

M. François Rebsamen, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Monsieur le député, vous évoquez là un problème récurrent de la société française. En effet, depuis 1975, le taux de chômage n'a cessé de progresser. Il est passé de 2,8 % à 9,7 %, et pendant ce temps la richesse produite par notre pays a été multipliée par deux.

M. Philippe Le Ray. Ça, c'est de la réponse !

M. François Rebsamen, ministre. Nous voyons bien qu'il y a une distorsion entre la richesse de notre pays et le manque d'efforts collectifs depuis 1975 pour lutter contre le chômage.

M. Jean-Pierre Gorges. Il faut passer aux trente-deux heures, alors !

M. François Rebsamen, ministre. Vous avez posé votre question avec sérénité ; je n'adopterai donc pas un ton agressif. Je vous rappelle néanmoins que de 2007 à 2012, le nombre de chômeurs a augmenté de 750 000. Ce chiffre ne justifie pas pour autant que l'on critique toutes les politiques de lutte contre le chômage qui ont été menées par le passé.

Aujourd'hui, les politiques de l'emploi portent leurs fruits. Elles concernent des publics spécifiques : que ce soient les jeunes ou les seniors, nous devons nous en occuper. C'est ce que nous faisons : Grâce aux 150 000 emplois d'avenir mis en place à la demande du Gouvernement, 150 000 jeunes ont aujourd'hui un emploi dans les quartiers, ou reçoivent une formation. Nous en sommes fiers, parce que nous savons que grâce à ces emplois d'avenir, ils resteront définitivement dans l'emploi.

Le pacte de responsabilité, dont il ne faut pas se moquer, va porter ses fruits.

M. Christian Jacob. C'est à M. Macron qu'il faut le dire !

M. François Rebsamen, ministre . Vous aurez l'occasion de le voir : avant la fin du mois du décembre, des accords significatifs seront signés grâce à ce pacte. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Dominique Le Mèner](#)

Circonscription : Sarthe (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2387

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 décembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 décembre 2014](#)